

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 2884

[C - 98/29401]

14 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons des jeunes et associations assimilées

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons des jeunes et associations assimilées, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} août 1979; modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 mars 1985 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995;

Considérant que suite aux réformes institutionnelles, les anciennes compétences culturelles de la Province du Brabant ont été transférées, pour ce qui concerne Bruxelles, à la Commission communautaire française;

Considérant que la répartition des mandats provinciaux au niveau de la Commission consultative des centres de jeunes ne permet plus en l'état actuel la représentation spécifique bruxelloise;

Considérant la nécessité d'assurer une plus grande représentation des centres de jeunes œuvrant sur le terrain;

Considérant qu'il y a donc lieu de prendre des dispositions adaptant la réglementation en la matière;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 novembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 9 juillet 1997;

Sur proposition du Ministre de la Culture et de l'Education permanente;

Vu la délibération du Gouvernement en date du 29 septembre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons des jeunes et associations assimilées, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} août 1979 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. § 1^{er}. Il est créé une commission permanente d'application du présent arrêté, intitulée Commission consultative des centres de jeunes.

Elle fonctionne dans le cadre de l'activité du Conseil de la jeunesse d'expression française.

Elle a pour mission de donner au Ministre, soit à la demande de celui-ci, soit d'initiative, des avis ou propositions sur l'agrément, le classement ou le retrait d'agrément des maisons des jeunes, des centres ruraux de jeunesse et des centres assimilés aux maisons des jeunes, sur les normes à définir par lui conformément aux articles 2, 4 et 9, ainsi que sur la politique générale d'implantation de ces institutions.

§ 2. La Commission permanente est composée de trente et un membres nommés, pour un terme de trois ans renouvelable, par le Ministre ayant la Culture dans ses attributions.

Douze membres sont proposés à cette nomination par le Conseil de la jeunesse d'expression française, dont six au moins parmi les personnes représentatives des maisons de jeunes, des centres assimilés et de leurs fédérations, à raison de deux pour chacune des trois fédérations existantes.

Six membres sont proposés, à raison d'un représentant pour chacun d'eux, par les services provinciaux francophones de la jeunesse et, à raison d'un représentant, par le service de l'administration de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ayant la Jeunesse dans ses compétences.

Six membres sont proposés par leurs pairs parmi les animateurs principaux ou chargés de la coordination en fonction dans les centres de jeunes reconnus, à raison d'un membre pour chaque province francophone et d'un membre pour la Région de Bruxelles-Capitale, suivant une procédure organisée par l'administration de la Communauté française qui a l'Education permanente et la Jeunesse dans ses attributions en concertation avec les fédérations de maisons de jeunes.

Sept membres sont désignés en raison de leur compétence particulière en matière de Jeunesse.

Les fonctionnaires de la Communauté française assistent aux réunions de la Commission avec voix consultative.

§ 3. La Commission choisit un président en son sein.

Le Service de la Jeunesse assure le secrétariat de la Commission.

§ 4. La Commission établit un règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Ministre ayant la Culture dans ses attributions. »

Art. 2. Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} août 1979 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995 portant modification de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées :

« Art. 6bis. § 1^{er}. La Commission consultative des centres de jeunes peut créer des groupes de travail en son sein dont elle fixe la composition, les missions, le fonctionnement et la durée. Les groupes de travail peuvent inviter des personnes dont la connaissance des matières traitées justifie la collaboration.

§ 2. La Commission consultative des centres de jeunes devra créer en son sein une Commission permanente des maisons de jeunes en milieu populaire qui sera chargée de traiter les aspects pédagogiques, politiques, sociaux liés au travail de prévention et de lutte contre l'exclusion mené par les centres de jeunes.

Cette Commission est composée de six membres soit deux membres de chaque fédération des centres de jeunes et se réunit au moins une fois par trimestre. Le Ministre désigne deux experts permanents issus du Service de la Jeunesse et de l'Inspection.

Son secrétariat est assuré par le Service de la Jeunesse de l'administration.

Cette Commission permanente peut faire appel à des experts dont la connaissance des matières traitées justifie leur collaboration.

La Commission permanente a pour mission :

1° d'examiner semestriellement, en collaboration avec l'Inspection, la programmation des activités des maisons de jeunes en milieu spécifique;

2° d'assurer la promotion des maisons de jeunes socialement défavorisées et de formuler toutes propositions jugées utiles en vue de permettre à ces maisons d'atteindre un stade de développement supérieur;

3° de susciter réflexions, propositions et développement de projets en terme d'action sociale pour les centres de jeunes. »

Art. 3. Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 octobre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2884

[C - 98/29401]

14 OKTOBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van van 1 augustus 1979, gewijzigd bij het besluit van 27 maart 1985 van de Executieve van de Franse Gemeenschap en bij het besluit van 2 juni 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat ten gevolge van de hervorming der instellingen, de vroegere culturele bevoegdheden van de Provincie Brabant, wat Brussel betreft, naar de Franse Gemeenschapscommissie werden overgedragen;

Overwegende dat, in de huidige stand van zaken, de verdeling van de provinciale mandaten op het niveau van de Raadgevende Commissie voor de Jeugdcentra de specifieke vertegenwoordiging van Brussel niet meer toelaat;

Gelet op de noodzakelijkheid een grotere vertegenwoordiging te verzekeren van de jeugdcentra die op het terrein werkzaam zijn;

Overwegende dat er dus schikkingen dienen te worden getroffen om de regeling terzake aan te passen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juni 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 november 1996;

Gelet op het advies van 9 juli 1997 van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding;

Gelet op de beraadslaging van 29 september 1997 van de Regering,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1979 en bij het besluit van 2 juni 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. § 1. Er wordt een Vaste Commissie opgericht voor de toepassing van dit besluit, onder de naam van Raadgevende Commissie voor Jeugdcentra.

Haar werking verloopt in het kader van de werkzaamheden van de Franstalige Jeugdraad.

Zij heeft tot opdracht adviezen uit te brengen of voorstellen te doen aan de Minister, ofwel op zijn verzoek, ofwel op eigen initiatief omtrent de erkenning, de rangschikking of de intrekking van de erkenning van jeugdtehuizen, van landelijke jeugdcentra en van met jeugdtehuizen gelijkgestelde centra, omtrent de door hem overeenkomstig de artikelen 2, 4 en 9 te bepalen maatstaven, alsmede omtrent het algemeen beleid inzake vestiging van deze instellingen.

§ 2. De Commissie bestaat uit 31 leden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort voor een hernieuwbare termijn van drie jaar.

Twaalf leden worden voor deze benoeming door de Franstalige Jeugdraad voorgedragen, onder wie ten minste zes onder de representatieve personen van de jeugdtehuizen, van de daarmee gelijkgestelde centra en van hun federaties, naar rata van twee voor elk van de drie bestaande federaties.

Zes leden worden, naar rata van een vertegenwoordiger voor elk onder hen, door de Franstalige provinciale jeugddiensten voorgedragen en, naar rata van een vertegenwoordiger, door de dienst van het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest waaronder de Jeugd ressorteert.

Zes leden worden door hun gelijken voorgedragen onder de hoofdanimators of onder de animators belast met de coördinatie die in de erkende jeugdcentra werkzaam zijn, naar rata van een lid voor elke Franstalige provincie en van een lid voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, volgens een procedure ingesteld door het bestuur van de Franse Gemeenschap waaronder de Permanente Opvoeding en de Jeugd ressorteren in overleg met de federaties van de jeugdtehuizen.

Zeven leden worden aangewezen omwille van hun bijzondere bevoegdheid inzake Jeugdaangelegenheden.

De ambtenaren van de Franse Gemeenschap wonen met raadgevende stem de vergaderingen van de Commissie bij.

§ 3. De Commissie kiest een voorzitter uit eigen midden.

De Jeugddienst zorgt voor het secretariaat van de Commissie.

§ 4. De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op dat zij ter goedkeuring voorlegt aan de Minister tot wiens bevoegdheid Cultuur behoort. »

Art. 2. Een artikel *6bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1979 en bij het besluit van 2 juni 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen :

« Art. *6bis*. § 1. De Raadgevende Commissie voor jeugdcentra mag in eigen midden werkgroepen oprichten waarvan zij de samenstelling, de opdrachten, de werking en de duur bepaalt. De werkgroepen mogen personen uitnodigen wier medewerking verantwoord is door hun kennis van de behandelde materies.

§ 2. De Raadgevende Commissie voor de jeugdcentra zal in eigen midden een Permanente Commissie voor de jeugdtehuizen in volksbuurt moeten oprichten die zal belast worden met de behandeling van de pedagogische, politieke, sociale aspecten die verband houden met het preventiewerk en de bestrijding van de uitsluiting gevoerd door de jeugdcentra.

Deze Commissie bestaat uit zes leden, te weten twee leden van elke federatie van jeugdcentra en komt ten minste eenmaal per kwartaal bijeen. De Minister wijst twee vaste deskundigen aan die uit de Dienst voor de Jeugd en de Inspectie komen :

De Jeugddienst van de administratie zorgt voor haar secretariaat.

Deze Vaste Commissie mag een beroep doen op deskundigen wiens medewerking verantwoord is door hun kennis van de behandelde materies.

De Vaste Commissie heeft tot opdracht :

1° om de zes maanden in samenwerking met de Inspectie, de programmatie van de activiteiten van de jeugdtehuizen in specifiek milieu te onderzoeken;

2° te zorgen voor de bevordering van de jeugdtehuizen die sociaal achter staan en allerlei voorstellen formuleren die nuttig worden geacht om deze tehuizen de kans te geven een hoger ontwikkelingsniveau te bereiken;

3° overwegingen, voorstellen en ontwikkeling van projecten op te roepen in de vorm van sociale acties voor de jeugdcentra. »

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid Cultuur behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 14 oktober 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE



6 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions et les procédures relatives à la qualité de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif en vue de rendre compatibles les études et la pratique sportive de haut niveau

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'Enseignement secondaire du 13 juin 1997;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air donné le 18 septembre 1997;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 9 juillet 1997;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 22 juillet 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 30 janvier 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,